

Vivre ensemble avec nos différences ! Pour mieux se comprendre entre hommes et femmes de cultures différentes

- **Me présenter**

Je suis originaire des Antilles, plus exactement de Guadeloupe. Je suis mariée avec Phylippe, qui est diacre, nous avons 2 grands enfants. Nous habitons à St-Denis depuis plus de 30 ans. J'ai toujours été engagée dans la vie associative : l'association des parents d'élèves, l'amicale des locataires, l'ACE (Action catholique des enfants), une association culturelle... C'est dans le cadre de ces engagements, que le maire de l'époque, m'a demandé d'être sur sa liste lors des municipales. J'ai été élue en 2008. Maire-adjointe, j'étais en charge de la vie associative, des personnes âgées et retraitées ainsi que de la Mémoire. Réélue en 2014, le maire m'a confié la délégation des Solidarités et le développement social. En décembre 2016, lors de l'élection du nouveau maire, celui-ci m'a demandé de devenir sa Première adjointe. Il m'a conforté dans ma délégation et m'a rajouté la responsabilité du quartier Grand Centre ville. C'est aussi important de savoir que je ne suis pas encartée dans un parti politique, je viens de la société civile. Toutefois, je partage des valeurs fortes avec le Parti Communiste Français. Si je prends par exemple, l'accueil des personnes étrangères, personnellement, je trouve que c'est le seul parti qui diffuse un message clair sur ce sujet. Les responsables politiques locaux de St Denis essayent d'organiser au mieux une vie harmonieuse de ses habitants dans leurs diversités, sociales, interculturelles et interreligieuses. D'abord en affichant clairement, même si cela ne convient pas à tout le monde, que St-Denis est une terre d'accueil, quel que soit l'origine, la religion de la personne. C'est un choix politique. Cette ville s'est forgée, avec l'arrivée successive de vagues d'immigration.

- **Présenter Saint-Denis**

- 1. St-Denis est une ville jeune :** 47 % des Dionysiens ont moins de 30 ans. La ville compte aujourd'hui 110 000 habitants, une ville étendue avec une grande densité de population.
- 2. Une ville monde :** 130 nationalités se côtoient au quotidien, je reviendrai plus précisément sur ce point sur le travail qu'a fait la ville dans le cadre de la délégation Mémoire que j'avais en charge.
- 3. Une ville populaire, métissée :** où nous tentons difficilement une vraie mixité sociale.
- 4. Une ville pauvre :** des populations en grande précarité avec de plus en plus de personnes âgées qui vivent sous le seuil de pauvreté. Le taux de chômage global est de 23 % mais peut atteindre chez les jeunes, 35 % dans certains quartiers.
- 5. Une ville résistante.** Le tissu associatif est très important. Environ 1 250 associations sont enregistrées en préfecture de Seine-Saint-Denis et près de 500 sont actives. Chez nous, il se joue encore une grande solidarité.
- 6. Enfin, c'est une ville conduite par des élus communistes** depuis plus d'un demi-siècle. Cela a laissé forcément des traces et a engendré une relation ambiguë.

Nous parlons « d'une ville pour tous », pour moi, ce n'est pas un slogan même si je reconnais que c'est un sujet qui ne fait pas l'unanimité sur la ville. Personnellement, je suis convaincue que toute

personne est un être humain, une créature de Dieu, un enfant de Dieu, et Dieu lui ne fait pas de différence entre les hommes.

- **Sur le plan culturel**, la ville possède une grande tradition, portée d'ailleurs en partie par le tissu associatif. Des associations apprennent de plus en plus à travailler ensemble, pour faire face au repli sur soi et continuer à créer du lien social. **Depuis 40 ans, une vingtaine d'associations organisent la quinzaine antiraciste et solidaire.** Dans notre ville, des grandes associations comme le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, mais aussi des associations plus récentes comme la Coordination 93 de lutte pour les Sans-papiers, ou encore l'association que préside mon époux le C.M.98, préparent et animent ces 15 jours. Ce sont des débats, des concerts, spectacles avec le même objectif : **sensibiliser l'opinion publique sur les préjugés qu'on peut avoir en nous qui peuvent blesser l'autre sans s'en rendre compte, montrer aussi la solidarité et la détermination d'une grande partie des habitants qui refusent des idées de haine, de mépris de l'autre..** . On sait pertinemment, de le manque de travail, de logement renforce le repli sur soi, le racisme, les préjugés, le rejet de l'étranger qui devient celui qui nous pique notre travail, notre logement. La ville apporte son soutien financier et logistique pour la réalisation de ce panel d'initiatives. Elle veut être facilitatrice, veut aider à faire pont avec un grand nombre d'habitants. Ce sont toujours de beaux moments conviviaux qui donnent de l'énergie pour continuer à avancer et faire reculer le racisme.

Notre ville est composée de plus de 130 nationalités. Il est important de mettre un cadre pour partager des histoires collectives, mais aussi personnelles, pour se raconter, pour mieux se connaître. Notre pays s'est construit sur de belles histoires, mais aussi sur beaucoup d'histoires douloureuses. L'appropriation des mémoires dionysiennes par l'ensemble de la population est un élément de construction du « mieux vivre ensemble », pour ne pas être les uns à côté des autres. Pour faire naître et consolider une identité commune d'appartenance à la ville, il est essentiel d'ancrer cette identité dans la pluralité des groupes humains qui font la richesse de notre ville. Nous devons aller encore plus loin, nous devons apprendre à lutter ensemble. J'ai eu la joie et la fierté de porter la délégation de la Mémoire qui met en musique chaque année, une journée « Partage des mémoires ». Le concept de cette journée est de permettre à plusieurs communautés de raconter ensemble ce qui fait sens pour son groupe et chercher ensemble ce qui nous unit aujourd'hui. Nous sommes aidés par des historiens, des sociologues. En 2009, nous avons organisé un colloque à l'Université Paris 8 avec des chercheurs sur le thème « **Quel travail de mémoire, pour quelles sociétés ?** »

- **Sur le plan religieux** : Cela reste plus délicat, même si la conception de la laïcité est claire pour la ville. Cela dépend du contexte, en ce moment, on sent déjà l'échéance des municipales de 2020, on sent aujourd'hui une vraie tension sur cette question. *Elle est régie par la loi que tout le monde connaît, celle du 9 décembre 1905. C'est la garantie de la séparation des pouvoirs politiques et religieux. C'est une bonne chose, des hommes et des femmes se sont battus pour obtenir cette loi. Je pense que personne ne la remet en cause aujourd'hui. Ce principe de laïcité garantit la neutralité de l'État et surtout garantit la liberté de culte. Il affirme parallèlement la liberté de conscience.* Lors de mon premier

mandat, maire-adjointe en charge de la vie associative, j'étais attentive et je le reste encore aux associations qui ont un caractère religieux. Nous les soutenons en mettant à disposition des salles, des cars...ou toute autre chose. Un des critères pour les soutenir est de toujours vérifier si l'association joue le jeu de l'ouverture, de la citoyenneté..

La laïcité doit rester le garant de notre société, ce n'est pas l'exclusion des croyants dans la sphère politique, mais bien la séparation de l'État et du religieux. Nous devons nous entraider pour se donner des moyens pour vivre cette laïcité de manière sereine.

Il y a sur la ville, un observatoire de la laïcité, qui est très critiqué, tout le monde est assez d'accord pour dire qu'il vise essentiellement l'Islam. Il se défend, il dit qu'il est seulement attentif à des élus musulmans qui ont un objectif précis de prendre le pouvoir pour imposer leur loi...

Ce que nous constatons quand même aujourd'hui ; l'État ne peut apporter une réponse globale et volontaire sur cette question. Les différentes lois ne font que renforcer, à mon avis, un réflexe communautaire. C'est donc les associations et les municipalités qui portent cette préoccupation de s'organiser localement. C'est ensemble que nous devons réfléchir pour appréhender le sujet et organiser des débats apaisés et sereins pour faire respecter la laïcité, pour trouver des chemins de dialogue, de recherches d'outil. Nous ne devons pas être agressifs sur cette question, mais déterminés à construire ensemble pour faire tout simplement respecter les valeurs de la laïcité.

Devant ce que nous vivons aujourd'hui, je pense sincèrement que nous n'avons pas encore trouvé ni la forme, ni le moyen pour exprimer une parole ferme face aux islamistes sans blesser les musulmans. Les collectivités ne pourront plus rester neutres. Il faut qu'elles soient présentes dans les débats sur cette question et rappeler partout et à tous sa conception de laïcité qui est le garant de notre société. Nous ne sommes plus au temps de querelles anticléricales, la présence de plus en plus de croyants chrétiens mais aussi musulmans dans les conseils municipaux, oblige les politiques à regarder les choses autrement.